

## Union Fédérale des Syndicats de l'État - CGT



Malakoff, le 8 novembre 2019

### DECLARATION AUX MEMBRES DU PRE-CA

Madame la Présidente du conseil d'administration,

Madame la Directrice générale,

Mesdames, Messieurs les représentants des tutelles et du Ministère du budget

C'est avec consternation que nous avons appris le 7 novembre le projet de délocalisation de la Direction générale en dehors de l'Île de France.

Consternation tout d'abord sur la méthode car à aucun moment les organisations syndicales de l'Établissement n'ont été consultées ni même les agents. Toujours sur la forme, l'annonce a été faite la veille du départ de notre directrice générale. Compte tenu de l'histoire de l'EPIDE, nous ne pouvons que craindre la nomination d'un nouveau directeur général en qualité de « syndic liquidateur ».

Sur le fond, il convient tout de même de souligner l'incohérence politique du projet. En effet, il entre dans le cadre des mesures « gilets jaunes » prises par le gouvernement avec notamment la circulaire du 6 juillet 2019. Or, il ne s'agit pas de créer de nouveaux emplois en dehors de l'Île de France, mais bien de transférer des postes avec des agents. Or, ces derniers ne pourront pas tous suivre pour des raisons familiales ou financière et risquent dans un même temps de perdre leur logement, puisqu'ils sont locataires sur le parc de l'action sociale du Ministère des Armées.

Incohérence politique encore, au moment où les banlieues continuent à s'embraser, car confrontées à des difficultés considérables, vous souhaitez supprimer purement et simplement une centaine d'emploi sur la ville de Malakoff. La plupart de nos collègues habitent dans les environs !

Et les dégâts se feront nettement ressentir sur le tissu économique local. En effet, l'EPIDE est un opérateur en réseau et qui contribue largement à la vie des commerces de proximité avec la venue fréquente et en masse d'agents des centres pour des réunions professionnelles. La CGT a d'ores et déjà informé les commerces les plus fréquentés par les agents de l'EPIDE. Autant dire que la consternation puis la colère se font sentir.

Autre incohérence politique, alors que le gouvernement nous rabâche à longueur de journée qu'il faut se serrer la ceinture sur fond d'austérité, le projet de déplacer l'EPIDE en dehors de l'Île de France constitue un gâchis honteux.

En effet, le bail de l'établissement vient d'être renouvelé jusqu'en 2024 pour un montant de plus de 500 000 € par an. Il faudra donc continuer de payer ce bail jusqu'en 2024, alors même qu'il faudra en payer un nouveau dans un même temps si nous sommes délocalisés.

De même, la ligne budgétaire des frais de déplacement va exploser puisqu'il faudra ajouter des frais de transports supplémentaires.

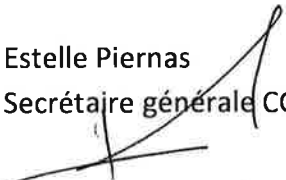
Nouvelle incohérence politique, le Président de la République souhaite développer l'EPIDE avec l'ouverture de nouveaux centres et de nouveaux projets. Or, pour cela il faut des équipes stabilisées à la direction générale. Pensez-vous réellement que la centaine d'agents va suivre en province ? Il faudra alors refaire des recrutements en masse avec l'espoir que le vivier de compétences recherché soit assez dense là où la direction générale sera expédiée.

Pour conclure, réunis hier en assemblée générale les agents de la direction générale revendiquent et exigent l'abandon du projet. Une journée d'action et de mobilisation a été votée à l'unanimité des agents présents à l'assemblée.

D'autres modalités d'action ont été retenues, si nous devons entrer dans le rapport de force.

Les agents, la CGT EPIDE et l'UFSE CGT vous demandent donc d'annuler ce projet si vous tenez quelque peu à la survie de l'Etablissement.

Estelle Piernas  
Secrétaire générale CGT EPIDE



Jean- Marc Canon  
Secrétaire général UFSE-CGT

